

France-Arpajon: Software package and information systems

OJ S 210/2013 29/10/2013

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

Postal address: CEA/DAM Île-de-France DCG/SAPI/BGI, bâtiment U, Bruyères-le-Châtel

Town: Arpajon Cedex

Postal code: 91297

Country: France

For the attention of: M. Jérémy Claude

E-mail: sapi.bgi@cea.fr

Telephone: +33 169265577

Fax: +33 169267009

Internet address(es):General address of the contracting authority: <http://www.cea.fr>Address of the buyer profile: <https://avis-de-marches.cea.fr>Electronic access to information: <https://avis-de-marches.cea.fr>**Additional information can be obtained from:**

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address**I.2. Type of the contracting authority**

Body governed by public law

I.3. Main activity

Defence

Other: Recherche

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description**II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority**

Intégration, déploiement et TMA d'un Système d'Informations Patrimoniales nommé GIPS (Gestion intégrée du Patrimoine des sites) au profit de cinq sites géographiquement répartis en France.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Main site or place of performance: Centre de DIF avec des prestations de reprise de données et tests sur les 5 centres

NUTS code

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

L'objectif du Système d'informations Patrimoniales GIPS, qui doit être conçu et mis en œuvre dans le cadre de ce marché, est de gérer le patrimoine foncier, immobilier et mobilier des cinq centres de la DAM, d'en connaître la configuration, l'état de fonctionnement et de conformité réglementaire ainsi que le coût d'exploitation.

Les processus identifiés dans le périmètre de GIPS sont :

- gérer la configuration du patrimoine,
- gérer la maintenance des centres,
- gérer les travaux,
- gérer la sécurité des interventions dans les installations,
- assurer le suivi financier,
- définir la politique patrimoniale de la DAM à partir de l'analyse des données et des tableaux de bord.

Le Système GIPS, à terme, pourra être consulté par 4500 utilisateurs ; les producteurs de données seront environ 200, répartis dans les 5 centres et selon les applications.

La volumétrie des utilisateurs du Système d'informations patrimoniales, par domaine, est estimée comme suit :

GMAO : 900

GEDT - Production : 200

GEDT - Consultation : 1100

SIG - Client lourd : 10

SIG - Application métier Web : 1100

GéoVisupatrimoine : 4500

BusinessObjects - expert : 200

BusinessObjects - Documents entreprise : 1100

Les données à gérer sont :

- des informations patrimoniales alphanumériques,
- des informations spatiales,
- des informations graphiques (plans),
- des documents.

Parmi les données gérées, les éléments suivants, donnent les ordres de grandeur, par centre : CESTA :

m² (surface) : De l'ordre de 700 ha clôturés, 385 500 m² de locaux

Nb de bâtiments : 244

Nb de locaux : 6 955

Nb d'équipements inventaires : 67 000

Nb de plans gérés : 5 500

Nb de documents gérés : 5 500

DIF :

m² (surface) : 40 ha clôturés, 180 000 m² de locaux

Nb de bâtiments : 106

Nb de locaux : 8 000

Nb d'équipements inventaires : 25 000

Nb de plans gérés : 5 000

Nb de documents gérés : 4 350

Gramat :

m² (surface) : 325 ha

Nb de bâtiments : 60

Nb de locaux : 1090

Nb d'équipements inventaires : 9 052

Nb de plans gérés : 101 (multicouches)

Nb de documents gérés : non évalué

LE RIPAULT :

m² (surface) : 100 ha, 107 000 m² de locaux

Nb de bâtiments : 400

Nb de locaux : 4.200

Nb d'équipements inventaires : 21 500

Nb de plans gérés : 6 500

Nb de documents gérés : 10 500

VALDUC :

m² (surface) : 12,2 kms clôturés, 168 000 m² de locaux (hors terrasses)

Nb de bâtiments : 136

Nb de locaux : 5 100

Nb d'équipements inventaires : 70 000 (+ 100 000 à intégrer en courants faibles dans la GMAO)

Nb de plans gérés : 5 400 (dont 1 250 dossiers électriques représentant 8 500 fichiers DAO)

Nb de documents gérés : non évalué

Le Système d'informations patrimoniales, à concevoir, à mettre en œuvre et à maintenir, doit s'articuler autour de l'intégration d'outils capables de s'interfacer et/ou de communiquer entre eux.

La solution s'appuie sur des outils du commerce paramétrables, pérennes, évolutifs. Les développements spécifiques doivent être minimisés et feront l'objet de validation.

La solution sera composée des briques applicatives suivantes :

- Un outil de GMAO : Infor d'EAM,
- Un outil SIG : ARCGIS d'ESRI,
- Une GED Technique (Type Méridian de la société BlueCielo ou une GEDT de mêmes fonctionnalités, dont la capacité à gérer des documents techniques (fichiers DWG des plans techniques) avec la liaison des fichiers en référence et la création de vues métiers pour une consultation plus conviviale), et qui soit maîtrisée par l'intégrateur,
- Un outil de CAO : Autocad,
- Un agrégateur d'informations appelé Géovisupatrimoine développé spécifiquement pour une restitution grand public,
- Un outil de Business Intelligence (Informatique décisionnelle) : Business Objects XI,
- Un portail permettant l'accès de l'ensemble de ces applications.

La solution doit être évolutive et une attention particulière sera portée sur la maintenabilité de la solution technique proposée par le soumissionnaire.

Les cinq centres DAM gèrent actuellement ces informations dans des outils différents. Le marché comprendra un lot de reprise des données existantes sur chaque centre, pour les intégrer dans le nouveau système.

Une stratégie de centralisation de ce système d'information (applications, infrastructures) est en cours et le projet devra intégrer cette directive.

L'ergonomie et l'accessibilité des informations sont primordiales dans ce projet ainsi que la

gestion de la sécurité informatique par le cloisonnement des informations en fonction des profils des utilisateurs.

Pour information : les cinq centres du CEA/DAM sont situés comme indiqué ci-dessous :

- le site Bruyères le Châtel à 30km au sud de Paris
- le site du Cesta à 30 km au Sud de Bordeaux
- le site de Valduc à 45 km de Dijon
- le site du Ripault à 15 km de Tours
- le site de Gramat à 60 km de Brive

La durée du marché selon les phases est estimée à :

- conception, réalisation, recette, mise en exploitation et reprise des données d'un premier site – 12 mois
- mise en exploitation et reprise des données sur les 4 autres sites – 12 à 15 mois
- TMA – 36 mois

II.1.6. CPV code(s)

48000000 Software package and information systems, 72263000 Software implementation services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: yes

Description of options: Faculté de reconduction de la TMA par tranche annuelle pour une durée de 2 ans

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 60 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Garanties légales et contractuelles.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur fonds propres CEA ;

Conditions de règlement définies dans le Marché (échancier de paiement) ;

Les règlements interviendront à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le

CEA, après livraison ou exécution, conformes aux exigences contractuelles.
L'unité monétaire utilisée est l'euro.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

Les groupements sont admis, étant précisé que le CEA impose :

- soit les groupements momentanés d'entreprises conjoints avec solidarité du mandataire,
- soit les groupements momentanés d'entreprises solidaires.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire ;
- en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre.

En cas de groupement, le groupement fournira la lettre d'habilitation du mandataire établie par ses cotraitants, ainsi que, pour chacun des cotraitants, les pièces mentionnées au III.2 ci-dessous. La non acceptation de l'un des cotraitants entraînera l'élimination de l'ensemble du groupement.

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: yes

Description of particular conditions: 1ère condition

Ce marché est un marché « Secret Défense - SD » au sens de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Ce marché donne accès à des informations classifiées intéressant la défense nationale. Il ne nécessite pas la détention d'informations et/ou de supports classifiés « Confidentiel Défense - CD » par le titulaire dans ses locaux.

En conséquence, le dossier de candidature doit contenir sous enveloppe séparée :

- soit une attestation d'une décision d'habilitation en cours de validité,
- soit un dossier de demande d'habilitation dûment complété (dossier disponible auprès de M. DAOUDAL – Tél : 01 69 26 40 29 – philippe.daoudal@cea.fr),

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché.

Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis. A défaut d'avoir fourni ou complété les pièces demandées dans les délais impartis, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées pour le présent marché.

Pour les candidats de droit étranger le dossier devra également contenir l'attestation d'une habilitation appropriée délivrée par une autorité d'habilitation de l'Etat dont il relève. Cet Etat doit avoir conclu un accord de sécurité bilatéral ou multilatéral couvrant les échanges d'informations ou supports classifiés avec la France

2ème condition

Le marché nécessite la divulgation d'informations ou de supports classifiés ou non, comportant la mention « Spécial France ». En conséquence, aucune candidature émise par une entreprise de droit étranger ne pourra être retenue. Ce marché porte la mention "Spécial France" et ne peut être réalisé que par du personnel de nationalité française.

3ème condition

Les documents du dossier de consultation des entreprises porteront la mention "Diffusion Restreinte" ou "DR". Cette mention implique que les candidats s'engagent à respecter les exigences mises en place par le CEA/DAM en matière de sécurité informatique. L'acte d'engagement relatif à ces exigences est téléchargeable sur la plate-forme de

dématérialisation des achats du CEA mentionnée au paragraphe V.3 dans " l'annonce de consultation" référencée "Intégration GIPS - 2013". Il peut aussi être demandé aux points de contacts mentionnés au paragraphe I. Cet acte d'engagement doit être complété et joint au dossier de candidature.

Le candidat est réputé avoir apprécié toutes les conditions figurant dans l'APC. A défaut d'avoir fourni les

pièces demandées dans les délais impartis, le candidat s'expose en conséquence, au rejet de sa candidature.

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Le candidat fournira à l'appui de sa candidature les formulaires suivants ou les attestations équivalentes :

- le formulaire DC2 « déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » - et tous les justificatifs demandés dans ce document,
- le formulaire DC1 « lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants », ou lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement ainsi que les attestations sur l'honneur ou justificatifs sur les capacités exigées au F1 et F2.
- Le formulaire NOTI2 « Etat annuel des certificats reçus » et justificatifs demandés. (au choix de l'acheteur)
- Les attestations d'assurance en cours de validité,
- les attestations fiscales et sociales
- Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe

Les formulaires sont disponibles à l'adresse suivante : http://www.economie.gouv.fr/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/daj_dc.htm

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Un dossier de présentation du candidat comprenant entre autres :

- en cas de groupement, la convention de groupement ou le projet de convention.
- les caractéristiques de sa société: statuts, forme juridique, composition du capital social, principaux actionnaires, liens capitalistiques, représentants engageant la société, effectif total, dimension, activités,
- les chiffres d'affaires (CA) des 3 derniers exercices, ainsi que la part effectuée pour les prestations objet du présent appel d'offres,
- les bilans et comptes de résultats sur les 3 derniers exercices.

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant le sous-traitant.

Minimum level(s) of standards possibly required: CA annuel minimum : 1 500 000 euros

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Les entreprises candidates devront présenter :

- 1- L'organisation pressentie et le montage industriel pour ce type de prestation (rôle et responsabilité des éventuels cotraitants).

- 2- Les ressources dont dispose l'entreprise afin de mener à bien le Marché : moyens humains avec les CV anonymes par domaines de compétences.
- 3- Concernant l'outil SIG d'ESRI, des moyens humains conséquents de manière à disposer d'une équipe expérimentée de concepteurs et développeurs.
- 4- Concernant l'outil EAM d'INFOR, des moyens humains conséquents de manière à disposer d'une équipe expérimentée de concepteurs et développeurs.
- 5- Concernant l'outil de GEDT, des moyens humains conséquents de manière à disposer d'une équipe expérimentée de concepteurs et développeurs.

Elles préciseront en plus :

- Les éditeurs, dans chaque domaine, avec lesquels il a un partenariat, ainsi que des références d'implémentation associées.
- Des références récentes, de moins de 3 ans, significatives, similaires en volume, détaillées et vérifiables dans les domaines suivants :
 - mise en œuvre du SIG ESRI pour visualiser sur des cartographies des informations issues de bases de données réparties avec alimentation à partir d'analyse de plans
 - mise en œuvre de GMAO EAM dans le domaine de la maintenance et des travaux
 - mise en œuvre de systèmes répartis et communiquant entre au moins 5 applications (SIG et GMAO, BO, portail, Autocad,...)
 - mise en œuvre de GEDT type Méridian ou répondant à des fonctionnalités équivalentes
- Conception et optimisation de base de données ORACLE et /ou SQL
- reprises de données selon volumétrie précédemment indiquée (Cf chapitre II.1.5) migration données CAO (Autocad) vers SIG

Devront notamment être précisés : la nature du projet, la date, le lieu d'exécution, les références du client, et celles de la personne en charge du projet, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions conduites par le candidat dans le projet.

En cas de groupement d'entreprise, chaque cotraitant fournira les pièces indiquées ci-dessus, dans son domaine de compétences.

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce sous-traitant.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Restricted

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged minimum number 5

Objective criteria for choosing the limited number of candidates: Le CEA procédera à l'analyse et à la sélection des dossiers de candidature conformément aux critères de jugement des candidatures suivants: -capacité professionnelle (cf III.2.3)-capacité financière (cf III.2.2)

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

29.11.2013 - 16:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

VI.3. Additional information

Les marchés du CEA ne sont pas soumis au code des marchés publics mais aux dispositions de l'ordonnance no2005-649 du 6 juin 2005 et du décret no2005-1742 du 30 décembre 2005 et des arrêtés du 28 août 2006 ainsi que de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de instruction générale interministérielle sur la protection de secret de la défense nationale. Ces textes sont disponibles sur le site Internet "www.legifrance.gouv.fr".

Tout dossier transmis incomplet pourra entraîner l'élimination du candidat.

Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains documents demandés par le présent APC, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que

ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou expériences professionnelles de leurs responsables.

Le présent avis et/ou les documents de la consultation peuvent être retirés sur <https://avis-de-marches.cea.fr>.

Les dossiers de candidature seront remis directement sur la plate-forme de dématérialisation en suivant les étapes suivantes qui sont décrites sur le guide d'utilisation en ligne (rubrique Aide) :

1. se connecter à l'adresse suivante : <https://avis-de-marches.cea.fr>
2. se doter d'un certificat électronique de classe 2 minimum (liste des autorités de certification reconnues disponible via le menu « assistance et liens utiles » puis le lien « autorités de certification acceptées » à l'adresse mentionnée ci-dessus)
3. compléter le formulaire et valider

En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne dont les données personnelles pourraient figurer dans la base d'évaluation des fournisseurs du CEA dispose d'un droit d'accès, de modification et de rectification, de suppression desdites données. Pour exercer ce droit, le demandeur devra s'adresser par courrier à :

CEA Saclay/Direction des Achats et des Partenaires Stratégiques- bâtiment 482- Point courrier n°70- 91191 Gif sur Yvette, France

Les modifications demandées sont effectuées sous 8 jours à compter de la réception de la demande. Une copie d'écran démontrant la prise en compte de la demande pourra être envoyée.

Les candidats peuvent également choisir de transmettre leur candidature par courrier. Auquel cas les dossiers devront être présentés en 1 original version papier, et un exemplaire informatique CD-Rom à l'une des adresses suivantes :

Pour un dépôt au CEA/DAM-Île-de-France (entre 9:00 et 16:00 à la réception du centre) à l'adresse suivante:

CEA/DAM – Île-de-France.

DCG/SAPI.

À l'attention de Jérémie Claude,

Réf. "Intégration GIPS - 2013" - ne pas ouvrir.

Domaine du grand Rué.

91680 Bruyères-le-Châtel

FRANCE.

Pour un envoi par courrier recommandé à l'adresse suivante:

CEA/DAM – Île-de-France.

DCG/SAPI.

À l'attention de Jérémie Claude

Réf. "Intégration GIPS - 2013" - ne pas ouvrir.

Bruyères-le-Châtel,

91297 Arpajon Cedex,

FRANCE.

En cas de différence entre l'exemplaire papier et l'exemplaire informatique, l'exemplaire papier de la candidature prévaudra.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de grande instance de Paris

Postal address: 4 boulevard du Palais

Town: Paris Cedex 01
Postal code: 75055
Country: France
Telephone: +33 144325151
Fax: +33 144327856

VI.4.2. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures: Application de l'article 46 du décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 tel que modifié par le décret 2009-1456 du 27/11/2009.
(Informations disponibles sur le site internet "www.justice.gouv.fr");).

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe de la juridiction compétente
Postal address: 4 boulevard du Palais
Town: Paris Cedex 1
Postal code: 75055
Country: France
Telephone: +33 144325151
Fax: +33 144327856

VI.5. Date of dispatch of this notice

24.10.2013